

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Éducation : l'homosexualité ne sera pas enseignée à l'école primaire

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

Le tapage et les réactions d'acteurs de la société civile au sujet de la supposée introduction, dès

la prochaine rentrée des classes des élèves du primaire, d'enseignements faisant la promotion de l'homosexualité auront donc amené la ministre de l'Éducation nationale, Camélia Ntoutoume-Leclercq,

à clarifier la situation. Concrètement, selon le membre du gouvernement, il ne s'agira pas d'introduire dans nos programmes scolaires des cours abordant la question de l'homosexualité et autres inclinations sexuelles. En réalité, à travers " Le guide de communication parent-enfant ", qui est un outil qui aborde les questions d'éducation complète à la sexualité (ECS), de la puberté, des grossesses précoces, et qui a été mis à la disposition du parent, il est question de prévenir tout risque en rapport avec la sexualité.

" Nos enfants sont exposés à de nombreux dangers concernant leur sexualité. C'est pour cette raison qu'il est important que chaque acteur joue son rôle. Du parent à l'enseignant, il est nécessaire d'avoir les outils pour mieux expliquer ce qu'il en est aux enfants. D'ailleurs, c'est dans cette logique que des enseignants ont été formés à cet effet dans 6 provinces du



L'enseignement de l'homosexualité n'est nullement envisagé dans les écoles primaires.

pays ", a indiqué la première responsable du département de l'Éducation nationale. Réaffirmant son attachement aux valeurs, à la culture et aux us et coutumes en vigueur en République gabonaise, la tutelle a précisé que " pour ce qui est des contenus d'enseignement de l'ESSR, la possibilité est donnée à toute personne et/

ou toutes les organisations, qui le souhaitent, de consulter les curricula ainsi que les progressions déroulées aux préprimaire, primaire et au secondaire, et de se rapprocher des services techniques compétents, pour complément d'informations." Voilà qui est de nature à rassurer les parents et l'opinion.

Ici et là

MÉDIAS PUBLICS : C'EST LA

GRÈVE !



Photo: Jocelyn ABILA

La Coordination des syndicats des communicateurs des médias publics (Synapap et Syprocom) était en assemblée générale le 3 juillet 2023 à la Maison Georges-Rawiri, siège du groupe Gabon Télévisions et Radio Gabon. Une AG ayant débouché sur l'option d'une grève générale illimitée, à compter de ce même lundi jusqu'à "l'ouverture des négociations" avec la tutelle, ont indiqué les syndicalistes. Outre ceux de Gabon Télévisions et de Radio Gabon, cette coordination syndicale comprend également des agents de l'Agence gabonaise de presse (AGP) et de l'Institut gabonais de l'image et du son (Igis). Pour l'essentiel, leurs revendications tournent autour du statut particulier des communicateurs du secteur public, l'augmentation des montants de la Redevance audiovisuelle et cinématographique (RAC), l'amélioration des cadres juridiques créant les entités par la prise des textes d'application, la régularisation des situations administratives... Les syndicalistes assurent néanmoins maintenir un service minimum qui "permettra de couvrir, traiter, diffuser et de publier exclusivement les activités du président de la République, Ali Bongo Ondimba, et du Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, et les institutions républicaines".

PORT D'OWENDO : PORTES OUVERTES POUR UNE FRÉGATE CHINOISE



Photo: DR

À l'occasion de la visite d'escale attendue au Gabon de la flottille de la Marine de l'Armée de libération populaire de Chine, une Journée portes ouvertes est prévue le 9 juillet 2023 au New Owendo International Port pour le grand public. Ce public est donc attendu à bord de 9 heures à 17 heures dimanche prochain pour découvrir la frégate chinoise et rencontrer les marins et l'équipage du navire.

F.S.L & MKD

Les retraités civils et militaires réclament encore leurs pensions

S.A.M.
Libreville/Gabon

L'ASSOCIATION nationale des retraités du Gabon et le Syndicat national des retraités du Gabon ont organisé mardi passé à Libreville, devant la Primature, un mouvement d'humeur pour revendiquer le paiement de leurs pensions qui n'ont plus été versées depuis 2015. Avec des banderoles ("paiement de nos droits ici et maintenant sans délai" ou encore "le manque de volonté du gouvernement de payer les droits des retraités démontre sa volonté de les conduire à la mort") et des chants, les anciens travailleurs civils et militaires voulaient simplement exprimer, au pied des bureaux du Premier ministre, leur lassitude.



Les retraités civils et militaires mobilisés revendiquant le paiement de leurs pensions devant la Primature.

Joël Ondo Ella, président de la Confédération syndicale des agents publics, parapublics et privés (Cosynap) et membre de la Commission de l'arrimage pension retraite et des régimes des retraites au Gabon a expliqué qu'il était "surpris de constater que le gouvernement se tait alors que nous avons déployé nos énergies pendant

des mois". D'autant plus qu'il y a eu des réunions et des travaux sur le paiement des pensions ou encore la revalorisation, les rappels des soldes et les avancements. Le syndicaliste a également indiqué que le mouvement se poursuivait jusqu'à ce que leur voix soit entendue par les autorités gabonaises.